



Le dossier du mois avril 2010

Education au genre : l'école est-elle prête ?

Retrouvez les avis des experts et des acteurs qui font le débat.

L'école a toujours été gênée par la dimension intime de l'éducation à la sexualité. Au-delà de l'acte en soi, la sexualité renvoie de façon plus ou moins explicite aux rapports entre les sexes, à leurs tabous et à la myriade de stéréotypes qui vont avec...

Si l'école reconnaît la portée sociale de l'éducation à la sexualité, est-elle pour autant prête à mettre en place une véritable éducation au genre ?

www.laligue.org

Introduction	3-4
Enjeux	5-6
Points de vue	7-36
Pourquoi l'éducation au genre ?	
Nouvelles lignes de front du féminisme	8-9
Entretien avec Caroline De Haas	
De la virilité aux masculinités.....	10-14
Entretien avec André Rauch	
Désarmer la police du genre	15-17
Entretien avec Louis-Georges Tin	
Le social du genre dans les quartiers de relégation	18-20
Entretien avec Horia Kebabza	
Agir sur les représentations	
Apprendre ensemble pour vivre ensemble	22-23
Entretien avec Christiane Allain	
Contre les stéréotypes, apprendre la différence.....	24-26
Entretien avec Corinne Vaillant	
Prendre conscience de la portée sociale de la sexualité.....	27-29
Entretien avec Claire Ricciardi	
Mixité et genre dans les activités à caractère sportif et culturel	30-34
Par Yves Raibaud	
Des outils de réflexion autour des stéréotypes de sexe à l'école.....	35-36
Entretien avec Christine Morin-Messabel	
Repères	37-39
Quizz	40-42

Education au genre : l'école est-elle prête ?

Introduction

Enjeux

Points de vue

Repères

Quizz

C'est en 1970 que l'éducation sexuelle fait son entrée dans les établissements scolaires. Malgré la récente légalisation de la contraception et le climat post-soixante-huitard, l'école se borne à dispenser des cours sur la reproduction. Le fossé se creuse entre une jeunesse décomplexée et une école temple de la moralité. D'autant plus que les adolescents se posent de plus en plus de questions, en particulier sur les rapports entre les sexes.

Gênée par le caractère intime de l'éducation à la sexualité, l'école trouve sa légitimité 20 ans plus tard, à travers des enjeux sanitaires que l'épidémie du sida ne peut que renforcer.

La liberté de parole sur les ondes hertziennes ou dans les magazines pour ados renvoie encore davantage l'école à sa fonction normative et hygiéniste. A elle le soin de mettre en garde contre les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles. Aux médias celui de parler séduction, plaisir, pratiques sexuelles ; en somme de répondre aux vraies questions des jeunes.

La première génération internet de 2000 s'informe en quelques clics : forums, chat, mais aussi pornographie. Les messages ne sont pas exempts de représentations tronquées et cela, au détriment d'une construction positive et égalitaire des sexes.

En 2003, sur fond médiatique de regain des « valeurs » viriles dans les quartiers et d'agressions dans les lycées, l'école revoit sa copie. L'éducation à la sexualité passe avant tout par une réflexion sur l'image de soi et de l'autre. Dans les textes, elle vise notamment à annihiler les stéréotypes sexistes ou homophobes, et à lutter contre les violences.

Clé de voûte du développement personnel et social des élèves, l'éducation à la sexualité continue de se heurter à des contraintes de formation des enseignants et d'organisation pratique. Les trois séances annuelles prévues tout au long de la scolarité trouvent difficilement place dans les agendas des établissements ou des professeurs ; et le résultat n'est pas toujours pas à la hauteur des espérances des jeunes.

Alors que notre société assume sa dimension libérale, l'école reste, dans les faits, rétive à aborder la sexualité. Pourquoi son éducation est-elle passée de honteuse à laborieuse ? L'école est-elle prête à mettre en place une vraie réflexion autour de la sexualité et des questions de genre ? Quelle éducation à la sexualité pour le XXI^e siècle ?

Education au genre : l'école est-elle prête ?

[Introduction](#)

[Enjeux](#)

[Points de vue](#)

[Repères](#)

[Quizz](#)

Si l'éducation à la sexualité reste plus que jamais d'actualité, ses enjeux se sont enrichis au fil du temps. Apparue dans le contexte d'une société qui censurait la parole et les images, elle se développe aujourd'hui dans un monde culturellement libéral, un monde dont les problématiques se sont déplacées.

Il ne faut pas s'y tromper, le silence de certaines familles perdure. Mais il a désormais pour contrepoint une spectaculaire multiplication des sources d'information, qui ne va pas sans confusion. C'est dans l'espace de cette confusion qu'une intervention publique et plus simplement une parole adulte peuvent avoir du sens. L'enjeu n'est pas simplement d'informer. Il est de donner aux enfants et aux adolescents un espace pour déjouer les figures imposées et rejouer leur identité. De leur offrir les moyens de construire leurs propres expériences, en les vivant dans leur richesse et leur complexité, et non à l'aune des représentations tronquées qu'ils auront découvertes sur Internet ou ailleurs. Nul ne songe aujourd'hui à restaurer une société de contrôle. Mais la profusion des images peut laisser démunis des jeunes qui n'auraient pas les ressources culturelles et personnelles pour prendre du champ. C'est-à-dire, au fond, presque tous.

L'éducation à la sexualité ainsi comprise est au cœur de l'ambition d'émancipation portée par l'école. Il s'agit de permettre aux individus de se construire, de se libérer des stéréotypes et des représentations réductrices, afin de vivre pleinement leur vie de citoyens et de citoyennes d'une société démocratique.

On comprend alors que l'éducation à la sexualité s'articule étroitement à ce que l'on appelle aujourd'hui l'éducation au genre. L'enjeu n'est pas simplement d'aider les personnes à se construire ; il est de faire société.

Les figures imposées par la socialisation des filles et des garçons pèsent sur les comportements, sur les identités, sur l'intimité. Et dans ces injonctions ce sont des destins qui se verrouillent. Chaque époque réinvente spontanément des codes sociaux qui enferment les individus. Tous les individus, quel que soit leur genre. Car comment imaginer que celui qui formule les injonctions ne soit pas lui-même emprisonné dans un code ? L'urgence est alors de permettre à tous, ensemble, de défaire ces représentations.

L'apprentissage de la différence et de la ressemblance, la confrontation et le partage d'un langage commun, la reconnaissance de l'autre et l'estime de soi sont essentiels pour accéder à l'âge adulte. Ce sont aussi les conditions d'une société démocratique.

Education au genre : l'école est-elle prête ?

Introduction

Enjeux

Points de vue

Repères

Quizz

► Pourquoi l'éducation au genre ?

Nouvelles lignes de front du féminisme

Mobiliser l'école contre la reproduction des inégalités

Le féminisme d'aujourd'hui s'attache moins aux droits formels - conquis par nos aînées - et plus à conquérir l'égalité dans les faits, dans le monde du travail en particulier. L'école est l'un des lieux privilégiés d'un combat, toujours d'actualité, contre les inégalités et les représentations qui leur sont associées, et bien souvent les font vivre.

Caroline De Haas est déléguée nationale et militante d'Osez le féminisme



Entretien avec Caroline De Haas

Quelles sont aujourd'hui les « lignes de front » du féminisme ?

Comme tout mouvement social, le féminisme est traversé par de nombreux débats. Des débats de fond comme des débats stratégiques. Il l'est peut-être même davantage car il s'intéresse à des sujets privés voire intimes et remet donc profondément en cause la façon dont la société est organisée. Une des questions qui me semblent les plus intéressantes, car d'elle découle tout le reste, est celle de l'universalisme (versus le différencialisme). Les femmes et les hommes sont-ils les mêmes ? Un des principes fondateurs du féminisme auquel j'appartiens – comme la grande majorité des féministes aujourd'hui, Elisabeth Badinter incluse – est de considérer que les différences physiques entre femmes et hommes ne devraient avoir aucune conséquence sur les rôles et les places qui leur sont attribués dans la société.

Malheureusement, qu'il s'agisse de répartition des tâches ménagères, de salaires, de violences ou d'accès aux soins, on se rend compte que l'égalité reste un joli mot... bien creux. Il est inscrit dans notre Constitution mais cela ne suffit manifestement pas à lui permettre de devenir une réalité. Nous nous battons pour lutter contre cette image de la femme qui serait seulement une mère et une épouse vivant au service des autres au détriment de son émancipation propre.

« Osez le féminisme ! » semble avoir réactivé le mouvement, dans une génération qui peut sembler moins impliquée que les précédentes.

Pour la génération des années 1970, le féminisme signifie quelque chose. Les quadragénaires ont peu connu ces combats mais elles se rendent compte qu'il y a un problème. Mais les 15-30 ans, et en particulier celles qui ne sont pas rentrées

lire la suite ►

dans le monde du travail, sont parfois étonnées lorsqu'on leur dit qu'il y a des inégalités. Elles pensent que nous avons acquis tous les droits.

Or, il existe encore d'énormes inégalités dans notre société ; une mobilisation est non seulement possible mais nécessaire. Possible car en menaçant de supprimer les crédits alloués au Planning familial l'an dernier, le gouvernement a réactivé la conscience de milliers de femmes qui savent à quel point le droit à l'IVG et à la contraception est fondamental pour maîtriser sa vie.

En France, les femmes constituent encore 82 % des travailleurs précaires et les écarts de salaires, qui s'étaient réduits depuis une cinquantaine d'années, stagnent lamentablement au-dessus des 20 %. Mais ce combat est nécessaire pour tous : tant que les femmes sont laissées en position inférieure, c'est toute la société qu'on empêche de progresser.

On conçoit bien dans ces conditions l'importance de la formation initiale et de la formation continue ensuite. Au-delà, quel peut être le rôle de l'école ?

L'école est sans aucun doute l'un des leviers fondamentaux dont dispose la puissance publique pour inverser la tendance sexiste – plusieurs fois millénaire – de notre société. Cette dernière doit être utilisée comme un outil politique mis au service de la construction de rapports nouveaux entre les sexes. Des rapports fondés sur l'égalité, le respect, le partage des tâches domestiques et non sur la domination d'une moitié de la population sur l'autre comme c'est encore trop le cas aujourd'hui.

La question des violences est également très importante. Il est primordial de lever les tabous. Il faut en parler davantage dans les médias, mais aussi à l'École. Il faut lutter contre cette idée qu'une femme qui est violée (75 000 par an en France !) l'a obligatoirement cherché et faire changer la honte de camp.

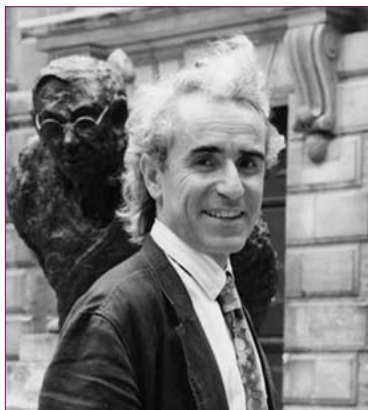
Évidemment, même s'il peut passer par une vigilance sur des questions d'orientation, le travail à mener à l'école est d'abord un travail d'éducation. Il n'est le même que celui entrepris contre les violences ou les inégalités dans le milieu du travail. Mais tout vient du fondement patriarcal de notre société, construite sur un rapport de domination des hommes sur les femmes. Il faut déconstruire des millénaires de préjugés et de supériorité d'un sexe sur l'autre et cela demande beaucoup d'énergie et de moyens !

De la virilité aux masculinités

Une brève histoire de l'identité masculine

Longtemps, l'identité masculine fut un principe de conformité à respecter, édifié selon des codes de sociabilité qui ont profondément évolué au cours des trois derniers siècles. L'idée s'impose aujourd'hui que nul ne peut assumer son identité sans l'avoir construite..

Professeur des universités, André Rauch est chercheur au laboratoire Isor (Images, Sociétés et Représentations) à l'université de Paris 1 Sorbonne. Derniers ouvrages parus : *Pères d'hier, pères d'aujourd'hui ; du paterfamilias au père ADN*, Nathan, 2007. Plus récemment : *L'amour à la lumière du crime. 1936-2007*, Hachette Littératures, 2009.



Entretien avec André Rauch

Être un homme semble aujourd'hui une affaire complexe. Mais peut-être cela a-t-il toujours été le cas. Que peut nous dire l'histoire sur ce sujet ?

Ce que les sociologues nomment la « domination masculine » s'est effectivement transformé depuis la fin du XVIII^e siècle et ces transformations ne se sont pas réalisées sans crises. Un temps, qui n'est pas très éloigné, l'éducation a inclus l'apprentissage de la virilité. Un garçon devait être initié à son « genre ». Plus récemment, le masculin est devenu le concept qui répondait le mieux à l'opposition duelle ou la complémentarité du masculin et du féminin. En introduisant le concept de « masculinités » mis au pluriel, les anthropologues et les historiens ont sans doute insisté sur la construction de soi, les cheminements d'un sujet qui se construit comme homme. En portant l'attention sur la question de la passion amoureuse, on est amené à repérer par quelles voies le XX^e siècle a fait de l'amour la condition sine qua non de la vie heureuse, de la « bonne vie ».

Partons des modes de construction des identités à l'aube de l'époque contemporaine. Une ethnologue comme Yvonne Verdier (*Façons de dire, façons de faire*, Gallimard, 1979) a montré qu'à une sociabilité féminine organisée autour de l'eau (les lavoirs), du fil (la couture) ou du four (cuisine), répondait celle des hommes autour du feu (la forge, la fabrique ou l'usine), de l'alcool (l'estaminet, l'auberge ou le bar), des défis (le duel, la joute ou la compétition). Au village, « Tuer le ver », « boire un canon », « se rincer le gosier » est un rite ; impossible d'y déroger pour qui tient à figurer au club des hommes. La boutique du forgeron, « c'est le forum du pays où seuls les mâles sont admis. C'est le contrepoids moral du lavoir, tribunal de la justice féminine ». À la ville, « se battre ou ne pas se laisser faire », « provoquer ou répliquer à un blanc-bec », « jeter ou relever un défi », « lancer ou accepter un pari ».

Vous avez travaillé sur l'imaginaire de la boxe. Que nous dit-il sur l'horizon des identités masculines au XX^e siècle ?

Pratique exclusivement masculine en son temps, la boxe ouvre la voie à plusieurs axes de réflexion sur la question de la virilité.

lire la suite ►

Sur le ring, le boxeur poursuit la vengeance d'un affront : il a été porté à sa personne dans l'énoncé du « défi » qui précède la signature de tout contrat. Une communauté s'exprime dans la rencontre de « son » boxeur avec le champion d'un autre groupe social, ici d'une autre nation. À travers la violence du combat, l'identité de toute une communauté s'exprime. Il doit y avoir, dans cette liturgie de justice, une affirmation emphatique du champion et de sa supériorité. Des déclarations provocantes l'assortissent obligatoirement. Beaucoup plus qu'une action dont l'issue permet de déclarer un vainqueur, le combat devient la réplique d'une communauté indignée contre une autre (en France, italiens et polonais immigrés, plus récemment noirs, nord-africains, sud-américains..).

Cette supériorité ne se réduit pas à la technique des coups. Le vainqueur a valorisé le droit du plus fort. Qu'il ait lancé le défi ou qu'il l'ait relevé, peu importe, du moment que la défaite porte un nom et que le vaincu ait été *puni*, comme disent les boxeurs pour faire de la défaite une pénitence, et du vaincu un coupable. Il a rétabli le droit de la force physique, en un mot il a fait valoir le droit de la virilité.

Le corps du boxeur est un lieu de tensions. La boxe exerce sa violence sur les besoins et les appétits ; elle joue sur les pulsions et les désirs. Un comportement *normal* sur le ring serait profondément honteux, insupportable à regarder. Un boxeur doit apprendre à inhiber son propre instinct de survie : en cela il illustre fièrement les vertus et les valeurs masculines. Il doit maîtriser des pulsions qui poussent naturellement à échapper aux souffrances et fuir l'inconnu. Entretiens organisés, visites à la presse, déclarations télévisées l'attestent : tout boxeur annonce solennellement qu'il est déterminé à se battre, il jure qu'il n'a rien d'autre à cœur que de broyer son adversaire, que son désir de vaincre l'emporte sur celui de se mettre à l'abri des souffrances qu'il va endurer. Voilà sa déclaration d'appartenance à la caste des hommes forts. Avoir peur et le dire « dévirilise ».

Parallèlement à l'apothéose des « héros du ring », l'expérience des deux guerres mondiales retravaille pourtant profondément la question de l'héroïsme.

Il faudrait certainement repartir de bien avant pour comprendre ce qui se joue. Les *Mémoires* et *Journaux* de guerre, de campagnes ou de services militaires traitent d'une partie essentielle de l'identité masculine moderne. La nation française, qui, après la Révolution, démocratise l'activité militaire en instaurant la conscription obligatoire, la généralise à tous les citoyens mâles. En mobilisant ceux qui sont en âge et en état de combattre, elle exige une société virile. Aucune constitution physique n'empêche une femme de tirer au fusil, mais la conscription les exclut de cette condition sociale.

La conscription a consacré dans la société post-révolutionnaire la séparation géographique, affective et symbolique du fils et de sa mère. Elle isole les hommes du monde féminin et ne les rend à la société civile qu'après avoir tué d'autres hommes. Exposer son corps à l'ennemi et sa vie à la mort garantit par ailleurs la paix dans l'univers des femmes et des enfants. Les rôles de mère, d'épouse, de fille, de sœur tiennent les femmes à l'écart de la guerre, et donc du cercle des hommes. Elles sont aussi subordonnées à eux dans l'usage du récit guerrier où la violence est au cœur de l'identité. C'est dire que la compétence guerrière justifie la domination des hommes dans la société moderne, et, en France, le mythe du grognard, du poilu ou du « para » l'a établie sur des fondements nouveaux.

[lire la suite](#) ►

L'épopée militaire sert de mythe, où la conscience de défendre la patrie se subordonne à celle de défendre le courage, c'est-à-dire l'identité virile. Histoire réelle ou récit épique réservent les valeurs de la patrie à cet acteur et ce locuteur qu'est le soldat, guerrier ou militaire. Le destin de la nation, la victoire par les armes dépendent de son courage et sont liés au charme qu'exerce sur lui la perspective de défier la mort que peut lui lancer un adversaire, ici désigné comme l'ennemi de l'Empire ou de la Nation. Plus que tout autre, cet espace de récits devient un ciment qui lie les hommes sur le plan de la virilité. À des degrés divers, ils vantent ces rites d'initiation qui glorifient traits ou codes de la virilité. Ces récits tissent un lien auquel ne peut échapper quiconque veut rester honorable parmi d'autres hommes. La peur, la désertion, bref tout ce qui évoque le contraire de la bravoure, deviennent les puissances maléfiques – un imaginaire misogyne du féminin - qui menacent le combattant. À tout moment, les « forces féminines » le guettent, au moment où un appelé se « laisse aller comme une femme ».

Au XIX^e siècle, la virilité ne s'arrête pas à l'expérience de la guerre. Les lieux qualifient aussi l'appartenance au club des hommes. À l'auberge (lieu de passage et de boisson), à la buvette (qui sert aussi d'épicerie), dans la boutique du marchand de vin (attenante parfois à la forge), au cabaret (où l'on sert du vin et de la bière) ou au café (où il prend « sa p'tite goutte »), un homme de la campagne montre son indépendance. En ce lieu, le paysan comme le métayer aiment afficher un brin d'aisance, trinquer en compagnie, traiter gravement affaires et récoltes. Un ancien soldat ou un migrant de retour au pays, et qui tiennent leur culture « d'ailleurs », y mènent les débats.

Incapables de parler sans crier, les hommes s'attablent. Tout ce qui peut évoquer les silences contraints des offices religieux est systématiquement réprouvé ou persiflé. Le tumulte et le vacarme créent une ambiance où se donnent libre cours transgressions verbales et infractions gestuelles. Les clients fument souvent et crachent parfois dans la vapeur rousse des lampes qui embrument l'atmosphère, au grand dam des hygiénistes et des officiers de santé occupés à normaliser mœurs et usages dans les campagnes profondes.

Payer son écot, commander éventuellement un vin cher, cogner ses pièces sur la table, les faire cliqueter avant « de boire les autres », voilà autant de gestes qui posent un homme. Ici, les langues vont bon train : on daube les passants, on s'arrange entre compères, on lance des allusions salaces qui soulèvent des tempêtes de rires. Les puissants du coffre et les forts en gueule dominent les autres de leur voix. Gare aux voix flûtées, qui déchaînent l'hilarité et évoquent la confusion des sexes. Clefs de la sociabilité, les débordements de buveurs initiés portent la marque des réactions d'une virilité, agressive, revancharde, ou menacée. La montée de l'alcoolisme masculin va de pair avec cette sociabilité et produit des effets contrastés selon les ménages.

Les abus d'un mari peuvent conduire sa femme à prendre en main le ménage, et à contrôler ses excès : elle peut même lui faire perdre la face en l'extirpant de l'estaminet ou en lui interdisant publiquement d'y retourner. Le voilà privé de son entrée au club des hommes. Mais le plus souvent elle court le risque d'être battue comme plâtre par un mari aux aguets de tout ce qui menace sa réputation. Jusqu'à la Grande Guerre, une femme maltraitée, pourtant couverte d'ecchymoses accusatrices, ne peut sans risque retourner les coups. Car elle trahit ses obligations et nuit à la fonction d'époux ou de père.

[lire la suite](#) ►

Après la Grande guerre, le jeu commence à changer. On sait que c'est un moment-clé de l'émancipation féminine, avec l'accès des femmes à des métiers qui leur étaient jusqu'alors fermés. Mais il faut mesurer aussi ce qui se joue dans le champ de la virilité.

L'érection de monuments ou l'apposition de plaques gravées sur les édifices publics, sortes de panthéons disséminés sur le territoire national, ont institué le deuil jusque dans les moindres communes de la République. Monuments et mémoriaux, cimetières militaires, flammes du souvenir, champs de bataille aménagés en lieux de pèlerinage vont honorer le *sacrifice* de la génération 14-18 (dite aussi « génération du feu »).

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans le contexte de la Résistance, la question est posée de donner aux femmes le droit de vote. Fin 1943, l'Assemblée consultative provisoire réunie à Alger appelle la Commission de la réforme de l'État et de la législation à préparer la refonte des institutions publiques. Albert Bosman Van Wolput, délégué par la Résistance métropolitaine, « redoute de donner immédiatement aux femmes le droit de vote, sans éducation politique préalable, alors que les maris, éducateurs naturels, sont absents ». Voilà qui rappelle que la femme est considérée comme une mineure, et qui confirme l'équivalence de la maturité politique et de l'identité masculine. Si les hommes sont « naturellement » majeurs en politique, les femmes doivent être instruites avant de devenir électrices. Le droit du défenseur armé de la patrie, le crédit du gardien vigilant de la cité et la clairvoyance du citoyen zélé composent le socle rhétorique de cette identité masculine.

Décisives, les séances du 22 au 24 mars 1944 sont révélatrices. Robert Prigent, qui siège au titre de l'Organisation civile et militaire, exprime la voix du Groupe des résistants indépendants. Il se fonde sur le statut du défenseur de la patrie : « *Sera-t-il dit toujours que l'on exigera de nos compagnes l'égalité devant l'effort et la peine, devant le sacrifice, devant le courage, jusque dans la mort sur le champ de bataille, et que nous mettrons des réticences (...) au moment d'affirmer cette égalité que posent des responsabilités civiques ?* » Ordonnée par les hommes, la guerre relève du sacré : dans l'acte de verser le sang ou de donner la mort se joue le destin d'une société. Puisque la politique décide de la guerre, toutes deux sont considérées comme étant du même ordre : n'est-ce pas la raison pour laquelle elles sont des prérogatives réservées aux hommes ? La participation des femmes brise cette frontière essentielle entre les genres.

L'époque contemporaine voit aussi le reflux de cette culture guerrière et des modes de constructions identitaires qui lui étaient associés. Les valeurs et pratiques apparues dans le sillage de mai 68 poursuivent-elles cette évolution ou quelque chose de nouveau se joue-t-il ?

L'arrivée décisive des femmes dans le monde du travail, les droits qui leur sont reconnus et leur participation à la vie publique, participe de la même dynamique d'une rupture de la frontière entre les genres. Mais l'identité masculine est également bousculée par d'autres phénomènes, comme l'apparition dans l'espace public de l'homosexualité.

Durant les trente dernières années, la Gay Pride, sa visibilité festive, son inventivité improvisée ont interpellé le masculin sur son identité et suggéré l'urgence d'une érotisation du corps, expression de liberté, source de rapports humains. La sexualité est apparue comme une construction du sujet,

lire la suite ►

ni déterminée par la biologie, ni définie *a priori* par les autorités sociales. S'y découvrent des plaisirs qui développent la connaissance de soi au fur et à mesure que se créent de nouveaux modes de vie, autrement dit un art de vivre, selon l'expression chère à Michel Foucault.

La question : « Quel est le genre de mon objet de plaisir ? » en fait surgir une autre : « De quel genre suis-je, moi ? ». Cette seconde question est la plus cruciale, car qui d'autre que le sujet lui-même peut bien le dire ? Jamais le « problème » de l'identité sexuelle n'a atteint un tel degré d'intensité psychologique, jamais non plus le sujet ne s'est interrogé aussi radicalement sur lui-même et sur son pouvoir de se construire. Aléas et imprévus traversent une vie, au cours de laquelle se construit la personnalité. Le genre n'est pas un complément prédéterminé du sexe, il trouve sa place dans le cours des préoccupations vitales et sentimentales de chacun.

L'idée s'impose que nul ne peut assumer quelque identité que ce soit sans l'avoir construite, bref sans s'être lui-même accepté comme homme. Tant que l'identité masculine demeurait un principe de conformité à respecter, on passait à côté de la construction de sa personnalité. En un mot, un garçon n'est pas viril, naturellement parlant, il devient l'homme qu'il se construit au cours de sa propre existence.

Le sentiment d'appartenance à un sexe conditionnait jusqu'ici un équilibre psychologique : la division des tâches selon ce clivage et la priorité des hommes dans certaines d'entre elles structuraient dès le plus jeune âge la personnalité chez les garçons. Ils sont en passe de faire voler en éclats l'un des piliers de la vie sociale : la séparation des genres. L'historien s'interroge désormais sur les masculinités.

Désarmer la police du genre

L'homophobie continue à structurer plus ou moins discrètement nombre de représentations de ce qu'est un homme et elle a partie liée avec le sexisme. En comprendre les ressorts est essentiel si l'on veut réellement entreprendre de défaire des représentations et des comportements qui font violence aux homosexuels, mais aussi plus subtilement à des hétérosexuels pris dans des représentations aliénantes de leur identité.

Louis-Georges Tin enseigne à l'Université d'Orléans et à l'EHESS. En 2005, il a fondé la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Il a notamment publié un *Dictionnaire de l'homophobie* (PUF, 2003) et *L'Invention de la culture hétérosexuelle* (Autrement, 2008). Il est à l'origine de la déclaration à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour une dépénalisation universelle de l'homosexualité, signée en décembre 2008 par 67 pays.



Entretien avec Louis-Georges Tin

Dans les modes de socialisation adolescente et chez les jeunes hommes en particulier, l'homosexualité a longtemps fait figure de repoussoir. On aurait pu imaginer qu'à la faveur des évolutions sociétales des dernières décennies ce phénomène s'atténuerait. Or, il semble qu'il tend à se renforcer. Confirmez-vous ce diagnostic ?

Faute d'indicateur scientifique de référence, il est difficile de dire si ce phénomène s'atténue ou, au contraire, s'il se renforce. Ce qui est certain, c'est qu'il se maintient à un niveau très élevé, et cela, en dépit des avancées sociales et symboliques fortes que constituent par exemple le Pacs, ou encore la visibilité croissante de l'homosexualité dans la sphère publique.

Il faut dire que dans notre société, l'homophobie fait partie intégrante de l'éducation des jeunes gens. Comme le note Elisabeth Badinter dans son livre *De l'identité masculine*, on apprend trois choses aux petits garçons : à ne pas être un bébé, à ne pas être une petite fille, à ne pas être un « pédé ». En d'autres termes, il faut être fort, et même, il faut être le plus fort. Et pour les garçons, cette force, ou plutôt cette volonté de puissance, se mesure notamment à l'aune de la supériorité par rapport aux filles et aux homosexuels. En cela apparaissent du reste les liens étroits entre sexisme et homophobie. Ce n'est donc pas un hasard si les personnes les plus sexistes sont souvent les plus homophobes, et *vice versa*. Dans la mesure où les femmes sont jugées inférieures aux hommes, dans la mesure où les hommes homosexuels sont perçus comme « efféminés », l'homosexualité masculine est souvent considérée comme une sorte de dérogeance. Etre homme et homosexuel, c'est rabaisser au rang des femmes sa propre masculinité, et par contre coup, la masculinité en général, c'est-à-dire celle des autres, chose plus grave encore.

La police du genre ne saurait accepter un tel manquement (de la part de l'individu), une telle menace (pour la société tout entière). Et cette menace explique le déferlement de haine homophobe que suscitent des comportements que l'on pourrait juger *a priori* comme anodins. En quoi l'homosexualité d'autrui serait-

lire la suite ►

elle une menace pour moi ? Parce qu'elle apparaît comme une menace pour l'ordre hiérarchique des sexes et des sexualités, dont je tire plus ou moins consciemment le plus grand bénéfice, si je suis homme et hétérosexuel.

Or, cette dominance où se nouent sexe, genre et orientation sexuelle, se construit comme étant le paradigme de toutes les autres formes de dominance sociale, qu'il s'agisse de la dominance politique, économique, professionnelle, etc. Toutes se ramènent symboliquement à l'exercice impérieux de la domination masculine, qui fonctionne toujours plus ou moins comme la métaphore, ou plutôt comme la métonymie de toutes les autres. Dans le monde du sport, par exemple, qui contribue si puissamment à forger en Occident l'identité masculine, les formules comme « on n'est pas des gonzesses », ou « on n'est pas des pédés » sont récurrentes, et signifient à peu près la même chose. Elles sont à la fois le marqueur et le symptôme de la domination masculine et hétérosexuelle. Mais pourquoi cette dominance est-elle toujours aussi forte ? La réponse est fort simple. Parce qu'on n'a guère cherché à la défaire.

Quel peut être le rôle de l'institution scolaire dans l'éducation à la tolérance et au respect des différences ? Quelle efficacité peut avoir son action en la matière ?

Ce rôle est évidemment essentiel. Du reste, il ne s'agit pas de tolérance, mais de respect. La tolérance, c'est le degré 0 du respect, pour ne pas dire le degré -1. On tolère, faute de pouvoir empêcher. Mais ce qu'on tolère, on ne le respecte pas. Il ne faut donc pas se battre pour la tolérance, mais bel et bien pour le respect, qui commence par la reconnaissance, laquelle suppose une existence minimale. Mais aujourd'hui, dans l'institution scolaire, l'homosexualité n'existe pas : elle n'a ni existence, ni reconnaissance, évidemment. On est donc loin de tout respect.

L'étude menée par la Halde en 2008 le montre bien. La réalité homosexuelle est absente des manuels scolaires. Et pourquoi ? Parce qu'elle est absente des programmes scolaires. Je me bats d'ailleurs pour lutter contre cette absence, qui est en soi une violence.

Quoi qu'il en soit, il faut comprendre la situation actuelle. On ne peut pas dire que l'École soit globalement homophobe ; mais il faut reconnaître qu'elle est globalement « hétérosexiste ». L'hétérosexisme, c'est l'idée selon laquelle tout individu est, et doit être hétérosexuel. C'est l'illusion selon laquelle l'homme est fait pour la femme, et surtout, la femme pour l'homme, intime conviction qui se veut le modèle nécessaire et l'horizon ultime de toute existence humaine. Et cette sociodécision a pour effet, sinon pour but, d'attribuer à l'hétérosexualité le monopole de la sexualité légitime.

Dès lors, les contes de l'enfance, les magazines des adultes, les images à la télévision, les publicités dans la rue, et à l'école, les manuels d'histoire, de littérature, ou de biologie, tout célèbre à l'envi le couple hétérosexuel. Sans que rien ne soit dit, ou n'ait besoin d'être dit, à mesure qu'il grandit, tout enfant comprend, plus ou moins consciemment, que l'alternative est impossible puisque l'homosexualité est hors langage, si ce n'est hors-la-loi. Elle ne figure plus que dans les insultes les plus basses, « pédé », « enclulé », et dans les bras d'honneur, dont la charge homophobe n'est même plus ressentie par ceux qui les emploient, reléguant de ce fait l'homosexualité masculine au

lire la suite ►

règne de l'ignoble, l'homosexualité féminine étant quasiment hors pensée, sauf dans le champ de la pornographie, bien entendu.

Partant, même dans le silence, cette violence symbolique, apparemment euphémisée, mais en fait généralisée, s'impose à l'esprit de la plupart des hétérosexuels. Mais aussi à la plupart des homosexuels, qui finissent par adopter, dans leur situation de dominés, le point de vue des dominants, source de déchirements intérieurs et de désordres psychiques innombrables. C'est cela qui explique les taux de dépression et de suicide si élevés parmi les jeunes homosexuels, qui trouvent peu de ressources et de soutien dans l'institution scolaire, dans les centres d'éducation populaire, dans les familles et dans la société en général... Certains ne voient plus d'autre issue, si ce n'est dans la mort.

Dès lors, pour remédier à cette violence invisible, mais permanente, il faudrait que l'homosexualité puisse figurer comme une réalité parmi d'autres dans les programmes scolaires, mais aussi dans les représentations sociales et symboliques qui fondent et traversent l'éducation populaire. C'est sans doute la manière la plus radicale et la plus efficace de lutter non seulement contre l'homophobie, mais aussi contre le sexisme. Mais le voulons-vous vraiment ?

Le jeu social du genre dans les quartiers de relégation

Une vision stéréotypée enferme souvent les filles et les garçons des quartiers populaires, par un double processus de *naturalisation* et de *victimisation*, dans des rôles de garçons violents et de filles victimes. Comment se construisent et se perpétuent ces stéréotypes ? S'il existe bien une forme de contrôle social et d'assignation au genre, on peut aussi lire ce jeu en termes de stratégies en insistant sur les ressources des acteurs. Contraints de se faire une place au sein de la cité, à défaut d'en posséder une dans la société, filles et garçons se sont construit de nouvelles normes, accentuant l'écart avec celles et ceux qui, disposant d'un capital scolaire plus élevé, mettent en place d'autres stratégies.

Horia Kebabza est sociologue, chargée d'enseignement à l'Université Toulouse-Le Mirail.

Entretien avec Horia Kebabza

Parmi les images et les représentations mobilisées pour décrire la jeunesse des quartiers populaires, la figure du sexisme revient souvent...

On observe en effet l'émergence d'une représentation commune, celle d'une « régression » de la condition féminine associée à des menaces sur la mixité. La médiatisation de thèmes comme les viols collectifs ou le port du *hijab* est venue donner corps à ces représentations, qui font des garçons et des hommes (arabo-musulmans) des cités les champions du sexisme toutes catégories. Qu'en est-il en réalité ? Un sociologue est amené à se méfier de ces représentations toutes faites, même si elles disent quelque chose de la vie dans la Cité.

En l'occurrence, on peut observer à travers les représentations de la masculinité et de la féminité la persistance de stéréotypes. L'idée d'égalité semble certes acceptée par la plupart des jeunes, et par ailleurs il faut prendre acte de la diversité des situations et des personnalités. Mais on observe dans les pratiques une répartition des rôles et des dispositions renvoyant à des normes sexuées.

En examinant les choses de plus près, on peut repérer ceci : les relations sont surdéterminées par ces normes et un repli viriliste, mais aussi par un esprit « villageois » sous-tendu par la logique des réputations. Il existe dans les quartiers d'habitat social, du simple fait de l'organisation de l'espace, une logique de contrôle social qui place les activités et les déplacements de chacun sous le regard d'autrui. Cela peut être associé à des « injonctions de genre », entre gratification et menace. Et les risques, en cas de manquement à ces règles, diffèrent selon les sexes.

lire la suite ►

Il existe ainsi une injonction de virilité face à laquelle peu de jeunes hommes arrivent à prendre de la distance : le risque est d'être exclu du groupe des pairs, dont la fonction fortement intégratrice vient pallier un déficit de reconnaissance sociale. Cette injonction offre par ailleurs des voies éprouvées pour faire montre d'une identité masculine qui peut être menacée. Certains garçons sont dépourvus de ressources économiques, culturelles, scolaires, et ils ne disposent que de ressources corporelles. Leur capital physique, leur force, devient une dimension fondamentale de leur virilité.

L'injonction à la « respectabilité » pour les filles s'adosse à l'obligation de se conformer à leur prétendue *nature féminine*. Mais elles doivent aussi composer avec une double menace : celle d'être une fille « étiquetée », c'est-à-dire souffrant d'une mauvaise réputation, et donc ayant potentiellement à subir des agressions verbales ou physiques. Pour elles, réputation et virginité fonctionnent comme élément de distinction. Elles sont astreintes, par le jeu des réputations, à donner une image irréprochable aux autres. Dans leurs discours, elles se distinguent entre « filles sérieuses » (par la revendication de leur virginité) et « filles faciles » (ayant une sexualité libre). On s'aperçoit ainsi que les filles réactivent entre elles le clivage issu de la catégorisation des filles par les garçons.

On perçoit bien la façon dont les logiques du contrôle social façonnent les images et les représentations et contribuent à enfermer les individus dans des rôles prescrits. Mais qu'en est-il des rencontres ; ne sont-elles pas l'occasion de rejouer autrement la scène des identités ?

Les conséquences directes de ces pressions se retrouvent dans les relations amoureuses ou amicales, qui restent souvent cachées, secrètes. En public, filles et garçons adoptent un rapport à l'autre sexe très codifié et empreint de précautions, et où la distance est de rigueur. De ce fait, la rencontre amoureuse est très délicate.

Certaines filles, socialisées dans le respect des normes dominantes en matière de féminité, peuvent parfois en retirer des « bénéfices secondaires », ce qui explique que la virginité soit devenue pour certaines un capital à préserver.

Pour autant, nombre de jeunes filles n'hésitent pas à transgresser les règles (elles ne nous disent pas tout et il existe des territoires hors du contrôle social), et les relations filles-garçons sont aussi marquées par des logiques d'attachement. Les adolescents démontrent ainsi une capacité à créer leurs espaces de liberté, même s'ils ne sont pas conformes au discours émancipateur dominant et à ses normes d'accomplissement amoureux et sexuel.

Si l'on s'interroge sur la mixité, on peut relever que la tendance à la non-mixité du réseau amical est une caractéristique de la sociabilité juvénile dans son ensemble. Elle semble cependant plus marquée dans les quartiers populaires. L'espace public y est avant tout masculin. Les femmes le perçoivent davantage que les hommes comme un espace étranger : elles vont moins l'investir. Les femmes dans la rue, hier comme aujourd'hui se doivent de ne pas se faire remarquer, de marcher droit à leur but. Les groupes masculins ont au contraire une stratégie de visibilité : ils occupent les lieux publics du quartier, de façon bruyante et ostensible, comme s'ils éprouvaient le besoin de manifester publiquement leur droit à le faire. La dimension protectrice, rassurante, face à un « hors-quartier » vécu comme hostile et dominateur, émerge de façon sous-jacente. Leur cité est l'un des seuls lieux où les jeunes

[lire la suite](#) ►

hommes peuvent prouver leur masculinité, et ils réactualisent le clivage masculin/féminin sur la partition du public/privé. C'est probablement pour cette raison qu'ils se sentent autorisés à « protéger » (disent-ils) les filles. Ils leur rappellent que l'espace public, construit socialement, est un espace dangereux pour les femmes. Cela vient légitimer leur surveillance et le contrôle de leur sexualité.

Les filles se laissent-elles vraiment faire ?

Le contrôle et la menace que représente «la mauvaise réputation» sont autant de contraintes qui ne permettent pas aux jeunes filles de prendre pleinement place dans la sphère publique. Cette séparation des espaces et des sexes, qui se manifeste par une visibilité masculine, constitue un enjeu de pouvoir, où l'exclusion des filles a pour corollaire, l'assurance (pour les garçons) que la question sociale posée par les « banlieues » se conjugue au masculin.

Mais il ne faut pas se laisser prendre à cette moindre visibilité des filles. Nombre d'acteurs sociaux se les représentent cantonnées dans l'espace domestique. En fait, si elles investissent peu les structures d'accueil de jeunes, elles occupent elles aussi l'espace, mais d'une façon différente. Les garçons ont des lieux de rencontre fixes alors que les filles ont tendance à déambuler. Elles sont souvent plus nombreuses que les garçons à avoir une vie à l'extérieur du quartier. Autant d'éléments qui contribuent à rendre leur présence moins visible.

On pourrait dire que les jeunes filles s'engagent (qu'elles en soient conscientes ou pas) dans des formes de micro-résistances face à ces hiérarchisations sociales et à leur assignation de genre. Face aux injonctions et aux pressions, elles répondent par des stratégies de contournement de la domination, qui naviguent entre conformité apparente à la norme, stratégie d'invisibilité et dépassement des frontières de genre.

Ce non-consentement à la domination masculine, s'exprime dans un jeu avec les frontières de territoire ou de sexe, et un déplacement sur un axe visibilité-invisibilité. Selon la désignation sociale dont elles font l'objet, elles se déplacent sur cet axe en fonction du poids de la rumeur, des réputations qui se font et se défont, et de la « note » qu'elles se verront attribuer sur le marché matrimonial.

Education au genre : l'école est-elle prête ?

Introduction

Enjeux

Points de vue

Repères

Quizz

► **Agir sur les représentations**

Apprendre ensemble pour vivre ensemble

L'idéal de mixité prend tout son sens lorsqu'on évoque l'éducation au genre et il se décline sur différents modes. Éducation à la sexualité et éducation au genre s'articulent l'une à l'autre. De la même façon que les différents acteurs – école, familles, associations – sont appelés à travailler ensemble, filles et garçons doivent être amenés à parler ensemble de ce qu'ils feront, de toute façon, ensemble.

Christiane Allain est secrétaire générale de la FCPE (Fédération de conseils de parents d'élèves).

Entretien avec Christiane Allain

Face aux difficultés et aux insuffisances de la transmission par la famille, mais aussi au flou et aux tabous qui marquaient l'espace public, l'école avait choisi d'assurer une partie de l'éducation à la sexualité, dans un double objectif de prévention et d'émancipation. Aujourd'hui la parole s'est libérée dans les familles et les modes d'information se sont diversifiés. Quelle place et quelle légitimité reste-t-il à l'institution scolaire ?

On peut partir de l'idée que l'élève est un enfant (ou un adolescent) : les parents s'intéressent à lui dans sa globalité, comme membre d'une famille, dans son réseau d'amitiés, comme élève. Ce qu'il vit à l'extérieur influence sa réussite scolaire et sa vie personnelle. Les parents ne peuvent faire l'impasse sur ce qui se passe dans la société. Et symétriquement nous considérons qu'il n'y a pas de champ réservé. D'où une façon de travailler qui associe les familles, l'institution, les associations.... Ce travail commun est indispensable. L'idée d'une communauté éducative a du sens et on pourrait même la décliner. Il existe une communauté éducative spécifique à l'intérieur de l'institution, avec différents métiers impliqués, mais aussi une communauté plus vaste dont l'institution est partie prenante. La FCPE est attachée à l'idée d'une coéducation.

L'éducation à la sexualité et l'éducation au genre demandent à être saisie dans ce contexte... De la même façon que les deux sujets s'articulent étroitement, il s'agit d'un sujet de société qui engage l'ensemble des acteurs, mais où l'école a un rôle majeur à jouer. Beaucoup d'avancées ont été réalisées même si énormément d'efforts restent nécessaires pour casser les stéréotypes. Les bibliothèques et les livres de classe sont à cet égard des points d'action, mais le principal champ de travail reste à nos yeux l'orientation. On pourrait également pointer certains phénomènes plus subtils et moins faciles à infléchir, comme la notation, dont un certain nombre d'études ont montré qu'elle avantageait légè-

lire la suite ►

rement les garçons – sans doute parce qu'ils demandent davantage d'incitations que les filles pour s'impliquer dans le travail scolaire.

Un travail particulier demande-t-il à être fait dans les établissements concentrant des populations en difficulté ?

Il y a sans doute des modalités particulières, en matière d'information par exemple, ou de lutte contre les stéréotypes. On pourrait invoquer aussi le poids des religions, plus prégnant apparemment chez les personnes issues de l'immigration. La plupart des religions font porter un poids sur la femme et ces traditions peuvent être exacerbées dans un contexte politique ou social particulier ; mais il ne faut pas perdre de vue que ces stéréotypes existent partout, sur tous les territoires et dans toutes les classes sociales. Ils sont probablement plus discrets dans certains milieux, plus « rampants », mais n'en demandent pas moins à être débusqués et retravaillés. Il suffit de considérer les mondes militants, associatifs ou syndicaux, pour repérer que, même chez des gens de bonne volonté, la surreprésentation des hommes est patente. De la même façon, à l'école, les choses ne sont pas encore aussi claires qu'elles pourraient l'être, alors même que le monde enseignant est largement féminisé et qu'on peut le considérer comme progressiste en la matière. La leçon, c'est qu'il ne faut pas s'en remettre aux effets vertueux spontanés qui résulteraient de la bonne volonté des acteurs. On ne peut se passer d'une réflexion construite dans la confrontation organisée, afin de repérer les points de blocage et les zones de dérive. Si un travail local est bienvenu, il me semble essentiel de sensibiliser l'ensemble de l'institution. Sans perdre de vue que sur les questions d'orientation par exemple, les enseignants et les conseillers d'orientation psychologues ne sont pas seuls maîtres à bord. Ils héritent des représentations forgées dans les familles et la société en général. Mais leur action peut être déterminante et c'est cela qu'il faut avoir en tête.

Je voudrais insister sur la façon dont sans effort particulier et sans prise de conscience, on laisse se réinstaller des représentations qui mettront de toute façon plusieurs générations à disparaître et sur lesquelles il ne faut pas lâcher. Par exemple, l'idée que la contraception, au fond, ce serait l'affaire des filles... Il est essentiel au contraire d'en parler aux filles et aux garçons. Et c'est pour cette raison que je me méfie de la tentation d'organiser les séances d'éducation à la sexualité par groupes séparés, ou de décliner des discours spécifiques pour les filles et pour les garçons. On peut le faire pour libérer la parole, mais ce ne saurait être qu'une étape. Je garde en mémoire cet intervenant qui refusait systématiquement de créer des groupes séparés, et expliquait aux élèves : « *Vous allez le faire ensemble, il n'y a pas de raison pour que vous n'en parliez pas ensemble !* »

Certains parents regimbent, mais la loi existe et cet enseignement est obligatoire. En parler est essentiel pour éviter plus tard des malentendus, qui peuvent être porteurs de détresse mais aussi de violences. L'importance de parler ensemble me semble devoir être soulignée. En effet, depuis la fin du service militaire (qui n'était pas mixte) l'École est le seul lieu où l'on soit encore obligé de vivre ensemble une partie de sa vie. La mixité a pu être remise en question ces derniers temps, avec l'idée que les garçons gênaient les filles dans leur travail et que la réussite de celles-ci poussait les garçons vers des postures « anti-scolaires », mais il me semble essentiel d'apprendre ensemble si l'on veut plus tard vivre ensemble. On retrouve ici, avec la mixité, l'enjeu principal de l'éducation au genre : on est différents mais on vit ensemble, on ne se respecte que quand on se connaît.

Contre les stéréotypes, apprendre la différence

L'éducation au genre touche à la construction des identités dans leur différence, mais cette différence doit être saisie dans une ressemblance. Si l'école a vocation à intervenir sur ces questions, c'est parce qu'une de ses ambitions est d'aider chacun à mettre en œuvre sa liberté. Dans un monde envahi par l'imaginaire de la performance, où les êtres sont facilement mis en défaut, l'éducation au genre offre aux individus des ressources pour échapper aux stéréotypes et construire leur personnalité.

Médecin de l'Éducation nationale de son métier, Corinne Vaillant, secrétaire générale du Syndicat national des médecins scolaires et universitaires (SNMSU) coordonne au titre de l'UNSA Éducation le Groupe national d'information et éducation sexuelle (Gnies), collectif regroupant syndicats de personnels de l'Éducation nationale, associations de parents d'élèves, mouvements populaires. La Ligue de l'enseignement en est membre.



Entretien avec Corinne Vaillant

Comment qualifieriez-vous les conditions concrètes de la mise en œuvre d'une éducation au genre au sein de l'institution scolaire ?

Il faut d'abord souligner la grande qualité des textes officiels et en particulier de la circulaire de 2003. Une volonté politique existe, centrée sur les idées de respect mutuel, de relation entre garçons et filles, de respect des différences. Cela étant, l'École n'est pas un lieu isolé du social : son action s'inscrit dans un environnement, dans une société qui possède ses propres logiques.

Il me semble que la communauté éducative porte les textes, mais qu'il n'est pas facile de les appliquer. Les enfants – c'est une évidence qui peut faire sourire ! – n'ont pas connaissance des textes ! Chaque génération qui arrive représente un défi, une éducation à faire.

On peut observer à cet égard des évolutions. Dans certaines catégories sociales, les jeunes filles veulent désormais faire des études et investissent sur l'école, qui apparaît comme un vecteur de transformation sociale. Mais parallèlement des schémas régressifs réapparaissent, qui montrent que les stéréotypes ont la peau dure. Des formes de durcissement semblent même apparaître, avec des frères dominateurs qui posent la jeune fille en mineure.

Même si ce n'est pas son objet *a priori*, l'entretien médical est l'un des moments qui permettent d'aborder ces questions. Pour les professionnels, c'est l'occasion d'une prise de conscience par le ou la jeune, des stéréotypes de domination masculine et la façon dont garçons et filles les intègrent. Le rôle du professionnel est alors d'interroger ces stéréotypes, d'amener leur remise en question... Cela se fait avec l'élève, non à sa place ou contre lui.

lire la suite ►

Les discussions en classe sont un autre moment intéressant, avec des modalités différentes. On peut y observer des « jeux de rôle », des figures obligées, des attitudes que l'on s'interdit. Quand c'est possible, un temps séparé (les garçons d'un côté et les filles de l'autre) est souvent très utile. Cela permet et l'émergence d'autres questions, et donne lieu à d'autres attitudes. Mais l'objectif est bien au bout du compte de réunir l'ensemble de la classe, de se remettre ensemble, afin de faire circuler la parole autrement.

L'un des enjeux de l'éducation à la sexualité et de l'éducation au genre est de construire des différences. Comment faire dans un contexte où ces différences tendent à se pétrifier en stéréotypes ?

Aider les élèves à construire leur identité, et au sein de leur identité la dimension de genre, est effectivement un des enjeux de notre action. Et il ne s'agit pas de promouvoir une forme d'indifférence. Pour autant, l'École est une institution républicaine et dans son fondement il y a l'idée d'un traitement indifférencié des citoyens.

Dans ces conditions, on peut considérer que la communauté éducative peut et doit aider les élèves à « construire de la différence » tant que c'est source d'expression, de liberté ; tant que cette différence ne les emprisonne pas. Le terme d'émancipation exprime bien cette ambition.

On peut à ce propos s'interroger sur ce que porte l'imaginaire du genre. Il vient, on le sait, du modèle anglo-saxon où les *gender studies* et les politiques qui en sont issues sont partagées entre une vision essentialiste de la différence et une aspiration à l'indifférence absolue. Pour sortir de ces considérations teintées d'idéologie, on peut faire appel à des catégories plus scientifiques, en rappelant que le terme de genre appartient aussi au vocabulaire de la biologie et caractérise le genre humain. Ce qui amène à insister sur ce que nous avons en commun : une dignité, une égalité, mais aussi un genre humain qui se définit par sa vie sociale, à partir de laquelle on peut établir un langage.

Ce double sens, cette articulation entre la différence et l'identité me semblent essentiels. La différence s'établit quand nous sommes très jeunes, l'important est dès lors de prendre conscience de ce qui nous rapproche. L'enjeu en somme est de saisir une différence à l'intérieur d'une ressemblance. Sur ce point l'École a des choses à dire, et des choses à faire. C'était l'un des enjeux de la mixité scolaire, par exemple.

L'idéal ancien de l'émancipation, qui a contribué à fonder l'institution scolaire, n'a pas perdu de sa pertinence.

Il s'agirait en somme de libérer les individus, de les aider à accéder à l'autonomie en dépit des pressions et des contraintes sociales ?

Cela reste un enjeu majeur, avec toute la question de la fabrique des inégalités dans les choix d'orientation, etc. Il y a là un sujet inépuisable. Mais je voudrais également insister sur le fait que cette « libération », comme vous dites, s'exerce aussi par rapport à des imaginaires sociaux qui contribuent de façon plus subtile à aliéner les individus, et ce jusque dans leur vie intime. Il ne s'agit pas bien sûr de s'immiscer dans cette intimité. Mais quand l'on sait que l'accès à l'information sexuelle se fait aussi, de façon significative, pour les adolescents, à travers la pornographie, on peut considérer qu'il est légitime de poser une parole adulte.

lire la suite ►

S'il est utile de procéder à un rappel à la loi (ces images leur sont interdites et ils devraient en être protégés), il s'agit surtout de prendre acte du fait que les adolescents y sont confrontés et de les aider à les situer et à se situer. En leur expliquant par exemple, qu'une relation sexuelle et amoureuse ne ressemble pas à la sexualité mécanique qui leur est montrée, que des émotions sont en jeu, que le spectacle qui leur est imposé est animé par un imaginaire de la performance qui n'a pas grand-chose à voir avec la vraie vie et auquel il serait absurde de vouloir se référer.

Certains enseignants procèdent de façon subtile pour amener d'autres représentations, avec des chansons d'amour, des textes de littérature, par exemple. L'enjeu est simplement d'amener les jeunes à se situer en tant que personnes, à ne pas se laisser abuser par des schémas normatifs. Les jeunes adolescents sont envahis par des questions de normes. L'école a pour mission de les aider à se construire par rapport à ces normes, d'en intégrer certaines et de prendre de la distance avec d'autres. Dans le domaine de la sexualité, le spectacle offert aux jeunes par les médias est celui d'une sexualité adulte, parfois réduite à une pure performance. Les aider à prendre leurs distances, c'est leur donner une chance d'accéder à leurs propres désirs, à s'accepter soi-même et à accepter l'autre. À réaliser aussi que l'exigence de sexualité n'est pas la même chez tous les individus. La personne est à prendre dans sa globalité.

Le monde contemporain est balisé par deux risques symétriques : le premier est que quand quelque chose ne marche pas on annule l'Autre, sous prétexte qu'il ne remplit pas les conditions exigées. On l'invalidé, on s'en débarrasse, on fait comme s'il n'existait pas. Le second est de « prendre sur soi » et de se laisser écraser par l'échec. L'un des enjeux de l'éducation c'est de donner aux enfants les moyens d'accéder à des relations sociales qui ne se laissent happer ni dans le premier risque, ni dans le second.

L'institution scolaire ne peut jouer que sur des paroles et des représentations. Les jeunes vivront de toute façon leurs propres expériences, et il est inévitable que celles-ci soient plus ou moins heureuses. L'idée est simplement de leur permettre d'avancer, de ne pas se bloquer sur de mauvaises expériences, de ne pas se laisser enfermer dans des représentations réductrices, d'atteindre une forme d'estime de soi. C'est l'une des missions de l'école, une mission que l'on pourrait dire humaniste : aider les personnes à se construire, les aider à cultiver leur liberté, aussi bien dans leurs choix professionnels que dans leur vie intime.

Prendre conscience de la portée sociale de la sexualité

Comment parler de sexualité sans parler de la place des femmes et des hommes dans le couple, la famille ou la société ? L'un des enjeux de l'éducation est de favoriser une certaine prise de conscience de la portée sociale de la sexualité ; condition pour que les jeunes puissent s'approprier pleinement leur vie sexuelle.

Claire Ricciardi est la présidente de l'association départementale des Bouches-du-Rhône du Planning familial. Elle est également membre de la commission nationale « Éducation et sexualité » et intervient dans de nombreux établissements primaires et secondaires, notamment en zone d'éducation prioritaire.



Entretien avec Claire Ricciardi

Aujourd'hui, comment se construit l'éducation des jeunes à la sexualité ?

L'éducation à la sexualité se construit à travers plusieurs vecteurs : la famille, les pairs, les médias et l'école. La famille est incontestablement le premier lieu dans lequel elle s'ébauche, à travers des messages explicites ou implicites, et cela dès la petite enfance. À l'adolescence, l'éducation à la sexualité se fait avant tout à travers les échanges avec les ami(e)s et les jeunes se construisent ainsi à partir du groupe dans lequel ils se trouvent. Les médias, la télévision et Internet prennent à cet âge-là le pas sur les enseignements des parents. Au final, l'école est le dernier endroit où les jeunes cherchent à s'informer, l'éducation à la sexualité y étant trop « normalisée » si elle n'est pas inexistante. Certes, des cours de sciences et vie de la terre l'intègrent, mais en la réduisant souvent à son unique aspect « reproductif ». Selon les établissements et les enseignants, des séances autour de la sexualité peuvent prendre la forme de discussions, mais cela est loin d'être systématique !

Selon vous, comment doit être abordée la sexualité à l'école, et plus particulièrement au collège ?

Les objectifs de l'éducation à la sexualité telle que le Planning la promeut sont inscrits dans ses statuts : « Vivre une sexualité libre et épanouie, sans contrainte, dépendance et discrimination ». Comment parler de sexualité sans parler de la place des femmes et des hommes dans le couple, la famille ou la société ? Comment ne pas ne pas aborder les violences liées à la vie sexuelle et à l'homophobie, et qui découlent des rôles assignés aux deux sexes ?

Au-delà des informations sur le rapport sexuel en soi (anatomie, contraception, infections sexuellement transmissibles), il

lire la suite ►

s'agit de favoriser une certaine prise de conscience de la portée sociale de la sexualité ; condition pour que les jeunes puissent s'approprier pleinement leur (future) vie sexuelle. Certes, cette volonté existe et les textes (circulaires, bulletins officiels) en sont le témoignage. Les cours d'éducation à la sexualité sont obligatoires, à raison de deux heures par an, du primaire au lycée. Une théorie qui ne se retrouve pas dans la pratique ! Des associations comme le Planning doivent en passer par une véritable négociation avec les établissements pour définir les modalités d'intervention, et les cours sur lesquels planifier la venue de ses animateurs et animatrices. Ce cloisonnement des matières est regrettable. Pourquoi ne pas envisager une éducation à la sexualité dans le cadre de l'éducation civique, du français ou des arts plastiques ? Tout cela dépend là aussi uniquement des volontés et de la formation des équipes pédagogiques.

Quelles sont les attentes des jeunes en matière d'éducation à la sexualité ?

Au premier abord, il arrive que les jeunes ne soient pas demandeurs et nous entendons fréquemment des réactions telles que « *ce n'est pas de notre âge* », ou « *ma religion me l'interdit* ». Je leur réponds par une comparaison un peu triviale mais qu'ils comprennent parfaitement : « *Vous passez le BSR et pourtant vous ne conduirez pas avant 18 ans !* » Une fois le climat de confiance instauré, les jeunes nous posent des questions très variées mais la plupart tournent autour du rapport à l'autre, de l'image de soi, de la séduction. La curiosité sur l'acte sexuel est reléguée au second plan. Leurs attentes (exprimées) diffèrent en fonction du sexe et du groupe classe. De manière générale, les garçons ont un rapport plus simple avec leur intimité alors que les filles entretiennent un rapport plus « gêné » avec la leur. Les premiers se posent en connaisseurs et c'est « à celui » qui se valorisera le plus aux yeux des autres. Beaucoup se targuent de leur expérience (réelle ou non) et font souvent référence aux films pour adultes. Nous travaillons donc avec eux sur leur position de « mâle dominant » et sur le sentiment qu'ils ont de devoir « assurer ». Ils sont dans cette seule conception du rapport : c'est à l'homme de donner du plaisir à sa partenaire. Les filles, elles, ont plus d'interrogations sur leur corps (cycles, virginité...). Et d'ailleurs, garçons comme filles connaissent très mal l'anatomie féminine.

Par ailleurs, il est plus délicat d'échanger sur la sexualité dans des groupes mixtes. La présence de l'autre sexe bloque la parole. Les filles craignent que leur « réputation » soit entachée si elles s'intéressent au sujet. Les garçons peuvent rejeter les débats en opposant que « *ce sont des histoires de filles* ». Nous essayons donc de proposer une ou deux séances non mixtes avant de regrouper les jeunes. Cela dit, même entre filles ou entre garçons, les rapports de force existent. Si une meneuse estime qu'un aspect de la sexualité ne mérite pas d'être discuté, les autres se rallieront à son opinion. Dans tous les cas, il faut veiller à ne pas amener les jeunes à confier publiquement des choses susceptibles de leur nuire. C'est toute la finesse de l'exercice : dépasser les tabous et les idées reçues sans entrer dans la sphère intime de chacun.

lire la suite ►

Quels sont les indicateurs qui permettent d'évaluer la réussite de l'éducation sexuelle ?

On évalue l'impact de nos interventions et plus généralement des séances d'éducation à la sexualité en observant les comportements des jeunes, et leur fréquentation des dispositifs de soins (lieux d'écoute, infirmerie, centre de planification...). Si l'on raisonne en termes de chiffres et de statistiques, le nombre d'IVG des adolescentes ou de grossesses précoces non désirées peuvent être des indicateurs, sur le long terme, à condition de bien comprendre toute la complexité de la sexualité. Le raccourci « les IVG sont liées à un manque d'information sur la contraception » est dangereux. Certes, il ne s'agit pas de sous-estimer l'importance de cette dernière, mais il faut prendre conscience que la plupart des grossesses non prévues n'y sont pas liées. Elles dépendent de nombreux facteurs. Une jeune fille peut par exemple renoncer à une protection (préservatif) que son partenaire trouve contraignante, ou ne pas utiliser de contraception parce qu'elle pense que sa sexualité n'est pas légitime... On en revient là encore à l'urgence de travailler sur la conception des rôles des deux sexes et le rapport à l'autre.

Mixité et genre dans les activités à caractère sportif et culturel

Si l'école a depuis longtemps intégré les enjeux de la mixité et si les questions de genre y font l'objet d'un travail encouragé par les programmes officiels, le vaste champ des activités à caractère sportif et culturel n'est pas pour autant à négliger. En laissant un espace au « libre choix » des enfants et des jeunes, ce champ peut sembler perpétuer et cristalliser les logiques de ségrégation sexuée. Mais il offre aussi de réelles possibilités de travailler sur les rôles sociaux et les constructions identitaires.

Yves Raibaud est géographe, maître de conférences à l'IUT Michel de Montaigne à Bordeaux, membre de l'UMR 5185 ADES. Ses recherches portent sur les rapports entre musique et territoire, genre et loisirs des jeunes et la formation aux métiers de l'animation. Il est responsable pédagogique du master professionnel « Spécialité de l'Ingénierie d'Animation Territoriale » à Bordeaux.



Par Yves Raibaud

Au plus près du temps de l'école, les activités d'animation sont centrées sur les accueils périscolaires et les interclasses, puis viennent les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnant le mercredi et pendant les vacances. Un peu à l'extérieur on trouve les activités volontaires supposant un engagement des parents d'élèves et des jeunes : sport, culture, activités artistiques. Dans ce cadre moins contraignant que l'école, les trois fonctions énumérées jadis par Joffre Dumazedier pour le loisir – détente, divertissement, développement – sont censées participer à la libération de l'individu et à sa récréation. Même si l'implication des enfants et des jeunes dans le loisir n'est pas identique d'un bout à l'autre de ces dispositifs, souvent harmonisés aujourd'hui en France par les projets éducatifs locaux (PEL), le choix d'une activité « libre » y est la règle, comme le choix de ne pas en avoir.

Au centre de loisirs, on peut se demander si le temps libre ne sert pas de temps de décompensation à l'obligation de la mixité vécue à l'école. Comme dans la cour de récréation, filles et garçons se regroupent, se cooptent dans des activités communes. Les activités proposées se font dans le sens du libre choix des enfants, mais l'énoncé même de ces choix (danse ou percussions, gym ou foot, activités manuelles ou jeux d'extérieur) oriente sûrement les enfants vers des groupes de filles et de garçons homogènes. Cette ségrégation, conséquence du « libre choix » est plus ou moins accompagnée par l'encadrement s'il n'existe pas au départ une réflexion sur les pratiques professionnelles.

La parité pour les directeurs et directrices de centres de loisirs consiste alors à trouver des hommes animateurs pour diversifier leur offre de loisirs avec des activités « masculines »

lire la suite ►

capables de répondre aux demandes des garçons. La précarisation des métiers de l'animation mais aussi la « vocation » des filles pour la *care work* entraînent une féminisation de la profession. Les animatrices se trouvent alors face à des difficultés considérables avec les garçons faute d'une légitimité institutionnelle suffisamment forte et parce que l'offre de loisirs qu'elles proposent est inacceptable pour les garçons, déjà organisés en groupe. Le déni de l'autorité de l'animatrice renvoie aux configurations esquissées à l'école. Il renforce l'association autorité/homme et installe la contestation de l'autorité féminine comme une affirmation de l'identité masculine à l'intérieur du groupe de pairs. Les animatrices sont parfois contraintes d'adopter des postures masculines ou de diviser le travail entre elles en rapport avec leur plus ou moins grande « féminité ».

Les filles disparaissent progressivement du secteur public de loisirs à partir de 12 ans. Dans toutes les structures d'animation « généralistes » en France (Maison de jeunes, centres sociaux, maisons de quartiers), le constat est le même et pose le problème de l'hégémonie absolue des garçons dans les équipements de quartier, en continuité des espaces publics qu'ils occupent également de façon dominante.

Les filles restent cependant présentes dans les activités culturelles fortement identifiées comme « féminines » (danse, théâtre) et il semble que leur participation à la proposition sportive organisée par le mouvement olympique se maintienne à un pourcentage minoritaire signifiant (environ 30%) soutenu par la non mixité organique de la plupart des sports de compétition d'une part, et par la diversité de l'offre d'autre part. Le rapport commandé par le ministère de la Jeunesse et des sports et par le ministère de l'Égalité et de la parité professionnelle sur les pratiques sportives des jeunes filles et des femmes dans les quartiers urbains sensibles fait apparaître de plus grandes inégalités encore. Il montre qu'elles ne sont pas résolues, au contraire, par de nouveaux équipements sportifs d'accès libre, tels que skates parcs et cités stades (ou city-stades), lieux exclusivement masculins. Que signifie l'absence des filles de ces équipements, pourtant unanimement reconnus pour leur utilité sociale et fortement subventionnés par les collectivités territoriales et l'Etat ?

Les relations garçons filles, au dire des animateurs, auraient tendance à se détériorer. Les violences sexistes et homophobes, notamment verbales, seraient en augmentation. Observer comment ces représentations agissent dans les pratiques professionnelles et en particulier dans le choix de l'offre de loisirs peut alors permettre d'engager un travail réflexif.

Que penser par exemple de l'argument qui évoque la nécessité de privilégier un « entre soi » des garçons et des filles au moment où se construit leur identité ? Les entretiens nous montrent le risque qu'il y aurait d'aligner ainsi l'identité des garçons sur le modèle du « plus fort et du plus viril » et celui des filles sur le modèle de « la plus docile et la plus gracieuse », et la difficulté supplémentaire que cela représenterait pour les garçons et les filles qui ne correspondent pas aux critères médiatisés de la masculinité ou de la féminité.

De multiples et minuscules ségrégations...

Cela peut avoir comme conséquence d'appauvrir les possibilités des unes et des autres en termes de pratiques sociales : garçons maladroits dans la

lire la suite ►

danse, le chant ou les activités artistiques, filles peu sportives et mal à l'aise dans les espaces où il est nécessaire de conquérir physiquement sa place ; ce qu'illustrent de nombreux travaux qui montrent, au-delà des stéréotypes, les processus qui construisent au jour le jour ces multiples et minuscules ségrégations. Mais on peut aussi invoquer l'argument contraire : dans les activités mixtes, s'opère spontanément un partage des tâches assignant à chaque sexe des rôles prédéfinis, quel que soit l'âge des enfants. Il faudrait donc rompre cet « arrangement des sexes » pour permettre une redistribution des tâches entre garçons d'un côté, filles de l'autre.

La notion de mixité active, dans l'esprit des pédagogies nouvelles, consisterait dans tous les cas à discuter les rôles assignés à chacun en montrant l'arbitraire des situations concrètes dans lesquelles se répartissent généralement les rôles sexués. Outre l'aspect ludique et stimulant de la discussion, chercher les situations inversées peut permettre la mise en valeur du « milieu » du groupe mixte (par exemple les garçons sensibles et les filles décidées) plutôt que les polarités extrêmes du stéréotype de genre (les garçons hypervirils, les filles ultraféminines).

Le sport pose cependant des questions spécifiques si l'on veut promouvoir la mixité. 70% des pratiques sportives en France sont masculines, ce qu'il faut corréliser avec les moyens donnés par l'État au sport de compétition, avec le salaire des sportifs comparés à celui des sportives etc. Posons comme constat que le sport est une activité plus favorable aux hommes qu'aux femmes même s'il existe des pratiques sportives et des compétitions féminines. Le sport ne consiste-t-il pas à restaurer le mythe de la force physique (dans un monde où celle-ci est moins valorisée qu'autrefois par le « travail de force ») donc, au final, la suprématie de l'homme sur la femme ? Dans ces conditions, quelle place peut-il y avoir pour le sport mixte ? Certaines expériences de rugby mixte « au pied des tours » montrent des expériences réussies de mixité sociale, ethnique et de genre. Les règles du jeu de ce sport collectif de combat deviennent les bases d'une éducation à la citoyenneté : respect des règles, respect de l'autre, esprit collectif. Des sports alternatifs comme « *l'ultimate freesbee* » sont par définition mixtes, autoarbitrés, et favorisent le vis-à-vis filles-filles et garçons-garçons lorsque cela est possible sur les bases du *fair-play*.

Le sport mixte peut être une situation qui permet d'interroger les relations intersexes : pourquoi les garçons ne passent-ils pas le ballon à une fille démarquée ? Pourquoi une fille n'a-t-elle pas tenté sa chance en allant seule vers le but ? Ce projet prend réellement tout son sens lorsque le projet éducatif s'inscrit dans la perspective de la formation d'adultes sportifs/ves « tout au long de leur vie ». Pour un sportif de soixante ans, que reste-t-il de la performance acquise à vingt ans dans un climat d'entraînements intensifs, de matchs violents et engagés, de défis physiques ?... Une nostalgie des performances passées et de multiples petites séquelles et traumatismes qui forment la pathologie principale des sportifs d'un certain âge.

Le sport comme support de mixité

À l'inverse certaines activités sportives de loisirs (volley, badminton, cyclo-tourisme, randonnée) redeviennent « naturellement » des pratiques mixtes. Encore faut-il qu'hommes et femmes soient capables de « vivre ensemble » dans ce type d'activité : tel pourrait être l'un des enjeux, simple mais majeur, de l'animation socioculturelle lorsqu'elle utilise le sport comme support.

[lire la suite](#) ►

On aurait pu mentionner le cas de la danse « classique » ou « jazz » (ou des disciplines sportives proches telles que la gymnastique rythmique et sportive) pour vérifier que s'il existe des sports uniquement féminins, ceux-ci mettent en valeur la grâce et la représentation normative, sexuelle, du corps féminin. Au contraire du principe d'égalité qui institue des compétitions féminines et masculines distinctes dans l'athlétisme par exemple, ces disciplines mettent en avant une performance féminine inscrite au cœur de la représentation masculine du corps de la femme. La danse, contrepoint des sports les plus traditionnellement masculins, participe donc de cette division des représentations basée sur le sexisme et l'homophobie. Premièrement le sexisme car on peut imaginer que la performance première des danseuses est la sculpture d'un corps fantasmé par les hommes et sa mise en spectacle non pas dans le jeu d'un « entre soi » féminin mais bien dans celui du regard des hommes, ou bien des femmes telles qu'elles s'imaginent plaire aux hommes (mais pourquoi pas ?). La femme athlète, musclée et forte n'a pas sa place dans ce spectacle. Deuxièmement l'homophobie car sur tout homme danseur « classique » ou « jazz » plane le « soupçon » (dans la civilisation occidentale) d'être homosexuel, sauf s'il pratique des danses à caractère « ethnique » dans lesquelles la masculinité s'affirme de façon forte.

Il en est de même pour le chant : les jeunes garçons refusent souvent de chanter car cela révèle que leur voix (avant la mue) est aussi aiguë que celle des filles. Là encore ce n'est pas tant la crainte d'être confondu aux voix féminines qui s'exprime que celle d'être moqué par des camarades virils qui ont décidé que le chant est une activité de filles. Faire danser et chanter les garçons est une mission délicate mais prometteuse s'ils en viennent à considérer qu'ils n'en sortiront pas humiliés ni affaiblis mais au contraire épanouis. Il existe de nombreuses solutions pour éviter le « procès » de féminité qui peut être fait par ses pairs à un garçon danseur ou chanteur : pour les danseurs la danse hip-hop et ses battles, la capoeira, les danses traditionnelles collectives ; pour les chanteurs, la chanson rock ou variété, la chorale gospel... Ces variations sont autant de possibilités qui permettent de valoriser l'expression, la sensibilité et le goût des garçons sans leur faire perdre la face.

Le vocabulaire participe à la définition des rapports de sexe

Les « situations d'animation » décrites ci-dessus interagissent avec la connaissance intime que les garçons se font jour après jour de leur identité sexuée et de la manière dont elle est en jeu dans leurs pratiques sociales et dans leurs rapports aux autres. Ces rapports s'expriment aussi avec les mots du sexe : « salope, pouffe, t'es bonne » pour s'adresser aux filles, « pédé, enulé, tapette » pour parler aux garçons. Pourquoi croire que ce langage n'est que de la vulgarité, alors que les garçons interrogés savent tous expliquer précisément ce dont il s'agit ? Ce vocabulaire participe à la connaissance et à la définition des rapports de sexe : lorsqu'un garçon traite un autre d'« enulé », si celui-ci ne répond pas immédiatement par des coups à l'insulte, c'est « qu'il en est un » et il sera de plus en plus sévèrement harcelé et châtié par le groupe de pairs. Quant aux filles qui se font « traiter » lorsqu'elles traversent le quartier où les garçons imposent leur présence hégémonique, il leur faudra probablement masquer ou dissimuler toute trace de féminité si elles ne veulent pas voir redoubler les insultes sexistes.

[lire la suite](#) ►

La sanction ou une intolérance trop grande au langage « cru » risquant de rompre le contact avec des jeunes inscrits dans des activités volontaires, pourquoi ne pas parler du sexe dans les situations d'animation, à partir des mots qui sont utilisés par les garçons et les filles dans leur vie quotidienne ?
« Oui, le sexe et l'activité sexuelle, c'est important ; oui les relations sexuelles sont quelque chose de compliqué, mais pas tant que cela si les personnes sont d'accord ; non, la taille et la forme du pénis n'ont pas d'importance, pas plus que la largeur et la profondeur du vagin ; oui l'homosexualité existe, chez les hommes et chez les femmes, mais aussi la bisexualité, la transsexualité ; Oui il existe des femmes qui font du sexe leur métier, et des hommes aussi, moins nombreux... »

Dans ces discussions, les animatrices et les filles peuvent être parfois plus à l'aise car parler du corps c'est un peu comme parler du soin, de soi et de la santé. Il se peut au contraire que les garçons aient du sexe une vision performante, ludique et violente qui se prête moins à une conversation posée. La présence d'un animateur pour parler du sexe avec les garçons peut être une bonne transition pour aborder plus tard le sujet « tous ensemble ». L'éducation non mixte peut parfois avoir un intérêt pour dénouer des tensions et des frayeurs propres à chaque groupe.

Des outils de réflexion autour des stéréotypes de sexe à l'école

Le monde de la recherche s'intéresse depuis plusieurs décennies aux questions de genre et tente d'infléchir les pratiques en milieu scolaire. Travail sur les représentations, sur les manuels, sur la formation des enseignants, les axes d'action sont nombreux.

Christine Morin-Messabel, maîtresse de conférences en psychologie sociale à l'IUFM de Lyon, est membre du Laboratoire Greps (Groupe de recherche en psychologie sociale) à l'université Lyon 2. Ses recherches portent Elle travaille notamment sur des problématiques de formation des enseignants dans le cadre des politiques d'égalité des chances filles/garçons.



Entretien avec Christine Morin-Messabel

Aujourd'hui, les orientations scolaires et professionnelles restent largement déterminées par le genre. Comment ce phénomène est-il pris en compte dans le monde de l'éducation et de la recherche ?

Depuis une vingtaine d'années, les recherches sur le genre en éducation ont porté justement sur la question de l'orientation et notamment la non-diversification de l'orientation des filles. Cette asymétrie dans les stratégies d'orientation s'observe en particulier au niveau des filières scientifiques et techniques. Ce constat a induit de nombreuses recherches, sur l'appartenance de sexe et le rapport aux savoirs, dans une perspective de compréhension des mécanismes qui influent sur la représentation « genrée » des disciplines scolaires, et sur l'intériorisation de ce rapport en termes d'image de soi en tant qu'élève.

D'autres travaux se sont conjointement intéressés (dans la même perspective théorique) aux facteurs de reproduction des rapports sociaux de sexe au sein du système éducatif : relations entre pairs, mixité, interactions maître-élèves, représentations du féminin et du masculin au niveau des manuels scolaires, albums de jeunesse... L'ouvrage récemment publié sous la direction d'Anne Dafflon-Novelle (*Filles-garçons : socialisation différenciée ?*, PUG, 2006) résume les grands axes actuels de recherche au niveau de la socialisation différenciée filles-garçons et ses conséquences sur les stratégies des hommes et des femmes en matière d'orientation, mais aussi plus largement en matière de comportements liés aux rôles de sexe. Ceux-ci doivent être tout spécialement interrogés au niveau des élèves car, comme l'indique le *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* du 9 mars 2000, « la violence, sous toutes ses formes, est favorisée par les stéréotypes concernant le rôle des sexes. C'est pourquoi il est nécessaire de faire réfléchir les élèves sur les relations entre garçons et filles, l'égalité, les rapports de pouvoir et la violence ».

lire la suite ►

Vous travaillez principalement autour des stéréotypes de sexe. Ces recherches donnent-elles lieu à des applications pratiques dans l'école ?

Oui. Notre objectif est de fournir aux enseignants des outils d'analyse, et de réfléchir à des actions possibles auprès des élèves concernant les stéréotypes de sexe à l'école. Nos travaux s'organisent autour de recherches concernant les conditions de variations des performances des élèves en fonction du contexte d'habillage d'une activité [façon dont elle est présentée : en tant que jeu, en tant que défi, qu'exercice artistique, etc. ndlr]. Nous travaillons également en partenariat avec des professeurs d'école maternelle sur la lecture d'albums de jeunesse contre-stéréotypés. En effet, dans une perspective d'action en faveur de l'égalité des sexes, il est important d'associer les élèves en les sensibilisant dès leur plus jeune âge, afin de modifier le répertoire rigide des rôles sexués ; répertoire qui a des conséquences importantes en matière de violences et d'estime de soi à l'adolescence. Notre projet de recherche vise à construire des actions pédagogiques transférables en contexte de formation initiale et continue des enseignants. L'axe fondamental de ce travail est de développer des pratiques égalitaires en contexte scolaire. Nos recherches peuvent aussi s'inspirer des pratiques observées à l'étranger. Et d'ailleurs, nous organisons en juin 2010 un colloque international « Genre et éducation » destiné à réunir des recherches théoriques et pratiques sur la prise en compte du genre dans le domaine de la formation des enseignant(e)s.

Justement, vous faites partie d'une équipe de professionnels de l'éducation à l'origine d'une formation autour de la question de genre à l'IUFM de Lyon. Quels en est le contenu ?

Depuis une dizaine d'années, nous avons mis en place des formations auprès des professeur(e)s des écoles, des collèges et des lycées en formation initiale. Elles sont organisées autour des questions de genre en éducation, de mixité et d'analyse des pratiques professionnelles. Nous sommes une équipe pluridisciplinaire et nous proposons ainsi plusieurs pistes d'analyse et d'actions possibles en psychologie, sciences de l'éducation, histoire, sociologie, langues, philosophie, EPS, étude des images... Nous travaillons sur des axes aussi variés que « genre et autorité », « sexisme et littérature de jeunesse », « école maternelle et genre », « transgression du genre en EPS »...

Pensez-vous que ce type de formation sera généralisé à tous les IUFM ?

Actuellement, la question de la généralisation à tous les IUFM est en lien avec la situation future de la formation. En effet, au vu de la structuration qui se dessine, il semble difficile d'imaginer des espaces et des temps spécifiques à l'étude de cette question fondamentale et complexe ! Il reste néanmoins indispensable de veiller à poursuivre et approfondir son intégration dans les futurs masters destinés à l'enseignement.

Education au genre : l'école est-elle prête ?

[Introduction](#)

[Enjeux](#)

[Points de vue](#)

[Repères](#)

[Quizz](#)

Quelques dates...

1920 - La loi interdit la contraception, assimilée à l'avortement.

1942 - L'avortement devient un crime contre la sûreté de l'Etat, passible de la peine de mort. En 1943, Marie-Louise Giraud, reconnue comme avorteuse, est guillotinée.

1956 - Fondation de « La Maternité heureuse » qui deviendra, le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) en 1960.

1967 - Loi Neuwirth : la contraception est légalisée.

1972 - Création des centres de planification et des établissements d'information.

1973 - L'éducation sexuelle est introduite dans les programmes des collèges et des lycées (circulaire Fontanet du 23 juillet).

1974 - La sécurité sociale rembourse la contraception. Les mineures peuvent se la procurer gratuitement et de façon anonyme auprès des centres de planification.

1975 - La loi Veil autorise l'interruption volontaire de grossesse.

1982 - La Sécurité sociale rembourse l'IVG.

1991 - La loi du 18 janvier autorise la publicité sur le préservatif.

1998 - Circulaire du 19 novembre « Éducation à la sexualité et prévention du sida » à l'attention des collèges.

2000 - Autorisation de la délivrance sans ordonnance des contraceptifs d'urgence. Les mineures peuvent se les procurer gratuitement dans les pharmacies. Les infirmières de collèges et lycées sont habilitées à les administrer.

2003 - La circulaire du 17 février définit les modalités de mise en œuvre de la loi du 4 juillet 2001 (relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception). Au moins deux séances annuelles consacrées à l'information et à l'éducation à la sexualité doivent être dispensées de la primaire au lycée.

2005 - Afin de lutter contre les mariages forcés, l'âge légal du mariage est fixé à 18 ans pour tous. Jusqu'alors, les jeunes filles pouvaient se marier dès 15 ans.

Quelques chiffres...

- 13 000 : c'est le nombre d'IVG chez les mineures en 2007, sur le territoire national.
- 15 ans : c'est l'âge de la majorité sexuelle fixée par la loi.
- 34 : c'est le pourcentage des 15-20 ans qui pensent que la pilule peut rendre stérile.
- Un tiers : c'est la part des 15-24 ans qui déclarent avoir déjà eu recours à la contraception d'urgence.

Outils en ligne

Genre

- «Pour une éducation non sexiste» :

www.adequations.org

- Kit «Jeunes et genre» :

www.lucide-contre-toutes-les-discriminations.org

Orientation sexuelle

- Kit «Jeune et homo sous le regard de l'autre» : cinq courts métrages et un livret d'accompagnement

www.inpes.sante.fr

Contraception

- Spots destinés aux 13-18 ans, campagne de l'INPES et du ministère de la santé et des sports, avril 2010 : «Faut-il que les garçons soient enceintes pour que la contraception nous concerne tous ?»

www.inpes.sante.fr

Pour les jeunes

Toutes les questions autour de la sexualité (INPES) :

www.onsexprime.fr

Pour aller plus loin...

- Convention pour la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons dans le système éducatif (B.O du 9 mars 2000) .

- Pour les professionnels de l'éducation :

www.eduscol.education.fr

Education au genre : l'école est-elle prête ?

[Introduction](#)

[Enjeux](#)

[Points de vue](#)

[Repères](#)

[Quiz](#)

1/ L'âge moyen du premier rapport sexuel se situe :

- Réponse A : Entre 15 et 16 ans
- Réponse B : Entre 16 et 17 ans
- Réponse C : Entre 17 et 18 ans

2/ A 14 ans, combien de garçons ont-ils déjà vu un film pour adultes ?

- Réponse A : Un garçon sur trois
- Réponse B : Un garçon sur deux
- Réponse C : Deux garçons sur trois

3/ Selon les adolescents, la principale cause de discrimination les concernant relève :

- Réponse A : Du sexe
- Réponse B : De l'apparence physique
- Réponse C : Des origines

4/ Les 15-24 ans disent avoir peur du sida à :

- Réponse A : 80%
- Réponse B : 40%
- Réponse C : 20%

5/ La plupart des adolescents pense que les adultes (parents, professeurs, animateurs...) :

- Réponse A : Traitent les filles et les garçons de la même façon
- Réponse B : Ne traitent pas les filles et les garçons de la même façon
- Réponse C : Ne se sont jamais posé la question ou sont sans opinion

6/ «C'est aux femmes de s'occuper des tâches ménagères»...

- Réponse A : Vrai pour 31% des garçons et 8% des filles
- Réponse B : Vrai pour 8% des garçons et 31% des filles
- Réponse C : Chacun lave son assiette et les casseroles seront bien gardées !

7/ En 2007, sur le territoire national, combien de nouveaux cas de séropositivité chez les adolescents ont été établis ?

- Réponse A : 40
- Réponse B : 400
- Réponse C : 4000

8/ Aujourd'hui, l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées :

- Réponse A : Est obligatoire
- Réponse B : Dépend du proviseur
- Réponse C : Dépend de l'académie

9/ Les interruptions volontaires de grossesse chez les mineures représentent :

- Réponse A : Environ 2% du nombre total d'IVG
- Réponse B : Environ 7% du nombre total d'IVG
- Réponse C : Environ 15% du nombre total d'IVG

10/ Les jeunes homosexuels présentent des risques accrus de faire des tentatives de suicide :

- Réponse A : Vrai
- Réponse B : Vrai seulement chez les garçons
- Réponse C : Faux

Réponses :

1/ Réponse C. Depuis les années 1990, l'âge médian du premier rapport sexuel (âge auquel la moitié des jeunes ont vécu ce passage) est de 17,2 ans pour les garçons et 17,6 pour les filles. Le premier baiser, lui, a lieu autour de 14 ans. Il est à noter que les adolescentes vivent leur puberté plus tôt que les garçons (13,1 ans contre 14,8). Sources : Ined/Inserm, enquête CSF 2006.

2/ Réponse C. À 14 ans, deux garçons sur trois et 36 % des filles ont vu des films pornographiques. Parmi les garçons âgés de 14 à 18 ans, un sur quatre (et une fille sur 50) déclare avoir vu des films ou images pornographiques au moins dix fois durant l'année écoulée. Source : dossier «Les effets de la pornographie chez les adolescents», CSA, 2004.

3/ Réponse B. 51% des adolescents expriment avoir été victimes au moins une fois d'une discrimination et 45% d'entre eux victimes de violences physiques ou verbales. La première cause citée est l'apparence physique, la deuxième le genre (pour les filles essentiellement) et la troisième les origines. 13% des adolescents citent spontanément que les femmes sont l'objet de discriminations. Source : Ipsos pour la fondation Wyeth, 2010.

4/ Réponse A. 81% exactement. Les jeunes manquent toujours d'information sur cette maladie. 13% d'entre eux croient qu'il existe des médicaments qui guérissent du sida. Ils sont 27 % à penser que le VIH se transmet par les piqûres d'insectes et 13% par la salive. Source : sondage MSN Sidaction réalisé par l'IFOP, 2007.

5/ Réponse B. Pour environ deux tiers d'adolescents, le sexe est synonyme d'iniquité. 67% ne croient pas que les adultes traitent de la même façon les filles et les garçons ; et 60% ne pensent pas que les parents éduquent de la même manière les garçons et les filles. Source : Ipsos pour la fondation Wyeth, 2010.

6/ Réponse A. Même si elles sont minoritaires, les opinions les plus stéréotypées sur les sexes (virilité, responsabilité matérielle, travaux domestiques...) sont davantage investies par les garçons. 92% des filles jugent qu'hommes et femmes doivent se répartir les tâches ménagères tandis que 69% des garçons s'y accordent (et avec moins de fermeté dans les opinions). De même, si la majorité des adolescentes ne trouve pas normal que les femmes gagnent moins d'argent que les hommes, les garçons le désapprouvent moins fermement. Source : Ipsos pour la fondation Wyeth, 2010.

7/ Réponse A. Quarante cas chez les 13-17 ans (dont 28 filles) et cent vingt cas chez les 18-20 ans. Chaque année, ce sont plus de 6 500 cas de séropositivité qui sont découverts en France. Source : Hebdomadaire (BEH) de l'Institut national de Veille Sanitaire -InVS.

8/ Réponse A. Depuis avril 2008 tous les lycées doivent être obligatoirement équipés d'au moins un distributeur automatique de préservatifs. Cette mesure fait suite à la circulaire du 11 décembre 2006.

9/ Réponse B. Le nombre d'avortement est évalué en France à 213 000 (2007), soit un peu plus de 14 IVG pour 1000 femmes, un nombre stable depuis presque 20 ans. Environ 7% des IVG concernent des mineures. La part de mineures à avoir recours à l'IVG n'a cessé d'augmenter depuis les années 80. On observe cependant une légère baisse entre 2006 et 2007. Source : INED

10/ Réponse A. Chez les garçons, 25% des tentatives de suicide sont liées à un mal-être en rapport avec l'homosexualité. Chez les filles : 10%. Ces adolescents disent «ne pas se sentir conformes aux stéréotypes de l'orientation sexuelle». Source : Rapport d'activité de la Défenseure des enfants 2007.

Retrouvez l'intégralité des débats sur
www.laligue.org

Quels territoires pour demain ?
Le modèle associatif est-il viable ?
Le débat démocratique est-il menacé ?
Comment faire vivre la mixité à l'école ?
Quel avenir pour le commerce équitable ?
L'école peut-elle réaliser l'idéal républicain ?
Quelle politique pour la jeunesse ?
Quelle économie pour la culture ?
La justice des mineurs doit-elle changer ?

Directeur de la publication : Jean-Michel Ducomte
Responsable éditoriale : Nadia Bellaoui
Rédacteurs en chef : Diane Dorelon et Richard Robert
Photo : Flore-Aël Surun/Tendance Floue
Graphisme : agencezzb.com
Maquettiste : Brigitte Le Berre



www.laligue.org